



HAL
open science

Enjeux de mots: les changements toponymiques sud-africains

Frédéric Giraut, Sylvain Guyot, Myriam Houssay-Holzschuch

► **To cite this version:**

Frédéric Giraut, Sylvain Guyot, Myriam Houssay-Holzschuch. Enjeux de mots: les changements toponymiques sud-africains. Espace Géographique, 2008, 2008 (2), pp.131-150. hal-00275604v1

HAL Id: hal-00275604

<https://hal.science/hal-00275604v1>

Submitted on 24 Apr 2008 (v1), last revised 12 Jun 2008 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Frédéric GIRAUT

Professeur à l'Université de Genève

Frederic.Giraut@geo.unige.ch

et Institut de Recherche pour le Développement : « UR Devloc »

Sylvain GUYOT

Maître de Conférences à l'Université de Limoges

UMR 6042-CNRS GEOLAB

Sylvain.guyot@unilim.fr

Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH

Maître de conférences, Université de Lyon, ENS LSH

CNRS, UMR 8586 PRODIG

Department of Geography, University of Syracuse, Syracuse, USA

Myriam.Houssay@normalesup.org

Enjeux de mots : les changements toponymiques sud-africains

Résumé : La question toponymique en Afrique du Sud, sur la longue durée, porte sur deux thèmes essentiels : le plurilinguisme et la hiérarchie des langues (avec des arguments de supériorité, d'antécédence et d'opérationnalité) ; et le marquage symbolique et mémoriel du territoire, par le recours à des icônes ou symboles des périodes de luttes. Questions linguistiques et mémorielles peuvent bien sûr se recouper en étant mobilisées conjointement par une communauté. Nous postulons ici qu'avec les choix toponymiques, au delà des enjeux de prééminence et de reconnaissance des cultures et des histoires, ce qui se joue est aussi la question de la hiérarchie et de l'autonomie des lieux des échelles locale à internationale. Hiérarchie des lieux qui n'est pas non plus étrangère aux relations intercommunautaires, dont nous explorerons les différents aspects toponymiques.

Abstract: In long-term history, the question of place names in South Africa can be characterised by two major issues: firstly, plurilinguism and the hierarchy of local languages (with arguments around their respective superiority, antecedence or operationality); secondly, the symbolic and memorial marking of the territory by using icons of the different struggles of the South African past. Questions of language and memory overlap, and are often jointly instrumentalised by a given community. This paper suggests that toponymic choices deal with more than these questions of recognisance and precedence between cultures and histories. Toponyms, their choice and the debates around them, reflect how specific places strive for autonomy or a new role in place hierarchy – from local to global. In turn, place hierarchy informs the relations between the different South African communities, also expressed in toponymy.

Introduction

L'Afrique du Sud offre toutes les situations évoquées dans la grille de lecture générale présentée en introduction de ce dossier sur la néotoponymie : éradication d'un ordre politique totalitaire (Révolution), réforme territoriale avec émergence et construction de nouveaux territoires (Révélation), société multiculturelle avec revendications de restauration et de

reconnaissance (Restauration). La toponymie est un des fondements symboliques et identitaires des ordres territoriaux sud-africains successifs (Christopher, 1994 ; Schmidt, 1996 ; Houssay-Holzschuch ; 1996 ; Giraut, 2005 ; Guyot, 2006 ; Fauvelle-Aymar, 2006). Elle participe des processus de territorialisation et constitue le terrain d'affrontement symbolique par excellence autour des questions spatiales et identitaires (Guyot & Ceethal, 2007). Elle s'impose comme un outil pertinent d'analyse sur le temps long des enjeux territoriaux en Afrique du Sud, tout en faisant ressortir la question du communautarisme et du multiculturalisme dans un contexte de coexistence multilingue. De plus, elle met en avant la question de la mémoire et de la mise en scène de l'histoire face à un passé que les nouveaux noms ont pour mission de rectifier ou d'effacer. Dans ce contexte, les débats autour des changements de noms sont particulièrement virulents depuis 2000, avec des débats publics nombreux au niveau local et national, comme en témoignent la presse quotidienne et hebdomadaire ainsi que les rubriques courriers des quotidiens nationaux et régionaux et, plus récemment, des manifestations populaires (6 000 personnes défilant à Durban contre les changements de noms de rues en mai 2007). La question a pu apparaître secondaire au sortir de l'apartheid, sous la Présidence de Nelson Mandela et pendant la période de transition proprement dite. Le travail de mémoire et la modification des rapports intercommunautaires passèrent symboliquement sur la scène de la Commission Vérité et Réconciliation. Il s'agissait également d'éviter des sujets périphériques conflictuels, potentiellement source de blocages politiques pour les réformes essentielles telles que, dans le champ territorial, la provincialisation et l'éradication des bantoustans, ou la municipalisation. Cependant le chantier de la rénovation toponymique n'est pas apparu au XXI^e siècle, la toponymie officielle fut déjà en chantier à l'époque du Grand apartheid où la reconnaissance de territoires africains passait par des techniques spatiales et toponymiques évolutives. Auparavant, la cohabitation de deux langues d'origine européenne et de nombreuses langues autochtones posa des questions de standardisation et de pluridénominations.

La question toponymique en Afrique du Sud, sur la longue durée, semble porter sur deux thèmes essentiels : le plurilinguisme et la hiérarchie des langues d'une part, et le marquage symbolique et mémoriel du territoire, par le recours à des icônes ou symboles des périodes de luttes d'autre part. Les questions linguistiques et mémorielles se recoupent en étant mobilisées conjointement par une communauté ; cependant, nous les examinerons séparément pour en identifier les différents ressorts. Nous postulons ici qu'au-delà des enjeux de prééminence et de reconnaissance des cultures et des histoires, c'est aussi la question de la hiérarchie et de l'autonomie des lieux aux échelles locales et régionales qui se jouent avec les choix toponymiques. Hiérarchie des lieux qui n'est pas non plus étrangère aux relations intercommunautaires et dont nous explorerons les différents aspects toponymiques.

I- Suprématie et plurilinguisme : l'enjeu (multi-)culturel

La nomination coloniale : une toponymie pionnière

Un simple coup d'œil à une carte d'Afrique du Sud antérieure aux années 1990, voire 2000, montre que la dominante toponymique pour les localités célébrait la culture des colonisateurs européens, sur le plan de la forme linguistique (anglais et afrikaans) et celui des référents historiques et mémoriels (Guillorel, 2003).

La succession des régimes de domination a pu entraîner une succession toponymique : la ville du Cap, Kaapstadt sous domination néerlandaise, devient Cape Town sous domination britannique tandis que le Cap de Bonne-Espérance proprement dit est également connu par ses exonymes donnés par les navigateurs européens portugais initialement (d'abord Cabo Tormentoso puis Cabo de Boâ Esperanza). Pour la dénomination de l'intérieur du pays, les éléments naturels et les animaux furent largement utilisés dans la toponymie, révélant un imaginaire territorial colonial classique : l'Afrique est réifiée, réduite à une perspective naturaliste et physique (Coetzee, 1988). Ainsi, l'antilope springbok symbolise cette Afrique primordiale et vide d'hommes avant la conquête, on la trouve sur le blason de l'Union sud-africaine et comme dénomination de l'équipe nationale de rugby depuis 1906, c'est aussi (et même d'abord) le nom d'une petite ville de la Colonie du Cap (dans l'actuelle province du Cap du Nord). En l'absence de cités précoloniales reconnues¹ les toponymes autochtones seront presque absents des noms des cités et bourgs qui forment progressivement, et avec les fermes, la trame de l'organisation de l'espace colonial. Dans les *Trankeian territories* et le Zoulouland, les villes ou bourgs développés après l'annexion de ces territoires vont cependant emprunter à la toponymie autochtone mais presque toujours dans le registre naturaliste avec des noms de rivières (Umtata, Ixopo, Babanango) ou renvoyant aux éléments naturels (Eshowe, Mtunzini, Ubombo, Engcobo, Tsolo, Nqutu), mais beaucoup plus rarement à l'histoire locale (Mtubatuba, Qumbu)

Les missions, majoritairement peuplées d'Africains, et essentiellement présentes dans les régions au peuplement africain bantou dense du Nord et de l'Est apportent également une attention aux toponymes « autochtones » déjà existants pour certaines de leur dénomination. La liste de l'ensemble des missions établies au XIX^e siècle et au début du XX^e en Afrique australe (Missionary Settlement in Southern Africa 1800-1925, projet du South African History Online²), laisse apparaître nombre de dénominations africaines aux côtés de noms de cités coloniales et de noms bibliques.

Ailleurs, les créations de postes militaires (dont les noms commencent par Fort) ou de bourgs coloniaux (*towns*) dédaignent ces appellations et préfèrent une toponymie pionnière qui célèbre les origines européennes sous la forme de noms bibliques ou religieux (Port Natal, Bethleem) à l'image des missions, mais surtout de noms liés à la conquête et au pouvoir colonial (Victoria Est et Ouest, ou dans un registre plus régional Port Nolloth du nom de l'explorateur côtier qui repéra le secteur avant la création du port, et Port Elizabeth du nom de l'épouse d'un gouverneur de la Colonie), ou encore de noms qui rappellent les régions ou villes européennes d'origines (East London, New Hanover, Frankfort, Franshoek, Amsterdam...) trait commun des colonies de peuplement.

Le régime toponymique diffère cependant – comme le régime juridique (Giraut, Guyot, Houssay-Holzschuch, 2005) entre les espaces que les Blancs s'attribuent et ceux qu'ils assignent aux Noirs. Les zones rurales des *Native Reserves* délimitées par le *Native Land Act* de 1913 – qui donneront naissance aux bantoustans dès les années 1950 – portent une toponymie africaine réinterprétée et (parfois mal) retranscrite que l'on trouvait déjà pour

¹ Les rares cités Sotho et les capitales militaires zouloues faisant exception (Houssay-Holzschuch, 1996 ; Freund, 2007)

² <http://www.sahistory.org.za/pages/places/mission-stations/stations.htm>.

quelques districts (*magisterial district*) ruraux sans chef-lieu d'origine coloniale au Nord du Zululand et qui donc prenaient le nom d'une chefferie³.

Cette retranscription se fait, soit avec de simples erreurs de prononciation, soit avec une véritable corruption du nom, et produit ensuite des erreurs de sens, comme l'explique Prof. A. Coetse, spécialiste en linguistique à l'université du Transkei :

« For instance the Tone language, I don't know whether you know it. I'm getting into the linguistics now: They have two tones and a change of tone brings about a change of meaning. And a change of meaning can change all context. So it's important to have the names spelt correctly. (...) So the colonisers started writing it the way they would pronounce it and it was a total corruption, or if you want the linguistic term for it, a transformatisation of the original word. So we are looking into that. Should it be changed back to its original pronunciation, or should it be kept like it is now? We have the example of Gonubie, but the original pronunciation is K!onoobie. But the colonisers couldn't make the click sound, so they made it Gonubie. »⁴

Le premier conseil de régulation toponymique, le NPNC⁵, créé en 1939 s'occupera de standardiser les toponymes en corrigeant quelques approximations dans la transcription de noms africains⁶, mais surtout en promouvant le bilinguisme dans la toponymie. Ainsi certains toponymes anglais seront progressivement doublés officiellement d'une traduction en afrikaans qui existait déjà comme exonyme : East London se nomme aussi Oos London, Cape Town – Kaapstad, Richards Bay – Richardsbaai.

Les oppositions entre communautés afrikaner et anglophone peuvent d'ailleurs s'incarner dans la toponymie. Franshoek a été partiellement anglicisé dans les recensements de 1921 et 1936 sous la forme de French Hoek. L'opposition culturelle, politique et économique sur le terrain toponymique pouvait déjà s'emparer de l'argument de visibilité internationale en faveur des toponymes anglais, comme en témoigne cet extrait de *Cry, the Beloved Country* (Paton, 1948). Ici c'est le toponyme afrikaans qui apparaît pour les milieux d'affaires anglophones comme archaïque, imprononçable et au final ridicule pour un lieu qui a vocation à être connu internationalement.

« Odendaalsrust, quel nom resplendissant ! Pourtant, il y en a déjà qui disent à la Bourse_ de ceux qui ne parlent pas trop bien l'afrikaans_ qu'il faudrait trouver un nom plus simple, Smuts ou Smutsville, par exemple ; un nom plus facile... que diriez vous d'Hofmeyer ?... Mais il y a déjà un endroit qui s'appelle Hofmeyer et d'ailleurs, non, ça ne sonne pas très bien.

C'est vraiment fâcheux que toutes ces mines aient des noms imprononçables. Quel dommage qu'une grande industrie dirigée par de tels cerveaux, soutenue par une telle puissance, soit dotée de noms aussi biscornus que Blyvoornitzicht et Welgedacht ou Langlaagte et, maintenant, Odendaalsrust ! Mais disons ces choses dans notre barbe, disons-les dans nos clubs, disons-les entre nous, car nous sommes pour la plupart membres du Parti Unifié qui vante la coopération, la camaraderie, la fraternité et l'entente mutuelle. Mais quelle simplification pour tout le monde, si les Africanders consentaient à se rendre compte que le bilinguisme est une folie ! » (p. 264-265)

L'apparent paradoxe toponymique de l'apartheid

³ Certains noms naturalistes ou considérés comme tels par l'onomastique savante pouvaient d'ailleurs être liés avec les chefferies qui s'incarnent dans le paysage et notamment les cours d'eau et les reliefs. Autrement dit, un nom de cours d'eau ou de relief pouvait avoir une origine tribale ou inversement.

⁴ Entretien du 5 novembre 2004, East London.

⁵ Comité consultatif sur les noms de lieux pendant la période de l'apartheid (1939-1999)

⁶ Dans les années 1980, Mafeking devient ou redevient Mafikeng, plus conforme à ses origines Barolong en avant du front pionnier, alors que dans le même temps la demande d'intégration de la cité dans le bantoustan du Bophuthatswana est refusée

La période d'apartheid va se traduire par l'affirmation du bilinguisme toponymique au profit de l'afrikaans. Du recensement de 1951 à celui de 1991, nombre de localités (y compris au Natal) et de *magisterial districts* vont avoir une double appellation par une traduction presque systématique des *Bay* (*baai* en Afrikaans) *North, South, East* et *West* (*Noord, Suid, Ees* et *Wes*), *Road* (*Weg*) et parfois des *River* (*Rivier*) ou *Town* (*Stad*). Les quartiers de mineurs prennent également la double appellation (*Mine Compound* et *Myn Kampong*). Plus spécifiquement, Prince Albert est traduit en Prins Albert pour disposer d'un double nom tandis que Franshoek s'impose sous sa seule forme afrikaner.

La toponymie d'origine bantoue, avec la mise en place de l'apartheid et notamment de la politique de « grand apartheid », devient le lieu d'un subtil jeu entre le pouvoir et ses objectifs d'un côté, les subversions par l'usage de l'autre.

Le régime d'apartheid urbain est héritier d'une toponymie de quartiers africains (créés durant la période coloniale puis celle de l'Union sous la dénomination de *location*) relativement composite. Les *locations* peuvent être sans noms officiels ou dotées de noms d'origine européenne : Alexandra, Lamontville, ou africaine Langa, KwaMashu. Le nom de Langa est lui-même à double sens : *langa* désigne en xhosa le soleil - nom de lieu peu politique et peu discutable. C'est cette première interprétation qui amènera les autorités locales à appeler le second township Nyanga, la lune, pour faire pendant. Pourtant, le nom de Langa commémore en fait la captivité du chef rebelle Langalibalele⁷. Inversement, KwaMashu est une forme zouloue d'une référence à un notable de la Colonie du Natal : Sir Marshall, le toponyme signifie donc « le lieu de Marshall ».

À partir de là, le régime d'apartheid imposera d'abord le plus souvent une toponymie « neutre » (en fait une « non toponymie » ou une toponymie *a minima*) aux townships qu'il construit dans le cadre du *Group Areas Act* de 1950. Le toponyme officiel (tel qu'il apparaît dans les recensements de la population notamment) est souvent constitué du nom de la cité suivi de la mention BT (*Black township*) ou SD (*Swart dorpsgebied*). Le fameux acronyme de SOWETO pour South West Townships (un complexe de townships au sud-ouest de Johannesburg) illustre cette toponymie fonctionnaliste et anglaise. Dans les rares cas d'appellations africaines, comme Umlazi (développé dans un district ancien du même nom) ou KwaMashu (cf. *supra*) ou Gugulethu au Cap (« Notre fierté » - celle des planificateurs plus que des populations), la toponymie interne est là pour rappeler la nature planifiée, contrôlée et dominée du township, puisque à Gugulethu s'alignent les rues en NY (pour *Native Yard*) numérotés (Houssay-Holzschuch, 1999).

Dans le cas du grand township réservé aux métis de Mitchell's Plain au Cap, la toponymie neutre imposée porte à la fois les marques des tentatives du gouvernement pour coopter la bourgeoisie *coloured* émergente (avec des noms neutres cette fois à connotation champêtres ou internationales de lotissements banlieusards ou périurbains en fleuves, arbres, capitales, crus...) et les limites de l'imagination des planificateurs : une fois le recours aux sports – les rues trampoline, basket, football - et aux jeux – rues billard, Monopoly, Scrabble - épuisé, il n'est resté pour le centre que l'alphabet international : rues Alpha, Bravo, Charlie, Delta... Ultime déni d'une centralité alternative.

À partir des années 1970, l'affirmation de la politique de Grand apartheid et des bantoustans, s'accompagne d'un bouleversement toponymique. Une nouvelle toponymie africaine est reconnue (instrumentalisée ?) pour les lieux dédiés officiellement aux Noirs : les bantoustans et les townships reconnus et dotés de structures de gestion propres. La

⁷ La différence est claire en xhosa : si la première solution était la bonne, le locatif serait *eLanga*, à Langa. La forme employée, *kwaLanga*, chez Langa, indique la référence à une personne.

préparation de l'autonomisation des bantoustans ou homelands va se marquer dans la toponymie par la création de nouveaux districts africains à partir des réserves bantoues. Dans le recensement de 1970, sont distinguées des parties xhosa des *Magisterial districts* de la province du Cap⁸, zouloues pour ceux du Natal, et swazi et tswana dans le Transvaal. Ainsi on a des *census districts* tels que Pietermaritzburg Natal et Pietermaritzburg Zulu ou encore Barberton Transvaal et Barberton Swazi. Ces sous-parties bantoues seront érigées en districts (notamment pour le Ciskei, le KaNgwane et le Bophutatswana) et garderont le nom d'origine si il était africain, mais dans le cas du KwaZulu, elles seront réagrégées pour former de nouvelles entités disposant de nouveaux noms africains. L'opération s'effectue sans cette préparation pour les autres homelands (Gazankulu, Lebowa, Venda, Qwaqwa, KwaNdebele), avec au total une vague de créations de districts aux noms africains regroupant des réserves durant les années 1970 et qui apparaissent au recensement de 1980. (Giraut & Vacchiani-Marcuzzo, 2008). Une fois cette opération effectuée, le gouvernement d'apartheid nomme les bantoustans pour ce qu'il veut qu'ils soient : le lieu (kwa-) des Zoulous (KwaZulu), des Ndebele (KwaNdebele). Ces bantoustans seront alors encouragés à se doter d'une toponymie africaine « authentique » correspondant à leur vocation de « nations africaines décolonisée » au sein de l'Afrique du Sud.

À partir des années 1980, tandis que des mouvements forcés de populations continuent d'accompagner la destruction de quartiers périphériques et de *Black spots*, les townships reconnus sont dotés de structures propres de gestion (*Black local authorities*). Ainsi ce sont 145 townships (souvent de villes secondaires) qui apparaissent dans le recensement de 1980 d'abord sous la dénomination classique de SD/BT associé au nom de la ville, puis sont dotés dans la foulée de nouveaux noms africains (leurs allonymes ou noms officieux le plus souvent) qui apparaissent dans le recensement de 1985 (122 changements qui seront suivis de 23 enregistrés dans le recensement de 1991) (Giraut & Vacchiani-Marcuzzo, 2008). On note d'ailleurs un certain tâtonnement dans cette opération, puisqu'en moins de 10 ans dans l'Orange Free State certains townships seront dotés de deux noms africains successifs (par exemple Ventersburg SD/BT devient Tswelagpele puis Mnamhabane)

L'ensemble de ces différentes opérations d'africanisation de certaines portions du territoire dédiées aux Noirs dans le cadre du grand apartheid se traduit statistiquement dans l'activité du National Place Names Committee. De 1977 à 1988, cet organisme approuve 1274 noms dont 677 (53 %) sont d'origine africaine (Jenkins et alii, 1996).

Paradoxalement, la lutte contre les dénominations injurieuses commence également à cette époque avec notamment l'effacement des noms de fermes à la base du système cadastral : elles disparaissent progressivement des cartes remplacés par des chiffres. En juillet 1994, il restait cependant sur la couverture cartographique au 1/50 000^e de l'Afrique du Sud, près de 200 références cadastrales comportant « kaffir », « kaffer » ou « caffre », et un peu plus de 200 autres entités comportant ces termes dans leur toponyme (Jenkins, Rapper, Möller, 1996). L'éradication définitive sera l'une des tâches de la réforme toponymique engagée après la chute de l'apartheid.

La renaissance toponymique post-apartheid : stratification et cohabitation onomastique

Dès 1994, l'un des chantiers de la nouvelle Afrique du Sud est territorial avec le remplacement des bantoustans et des anciennes provinces blanches par une carte provinciale

⁸Hors des *Transkeian Territories* qui forment un bloc déjà devenu homeland du Transkei à la fin des années 1950.

plus homogène dans laquelle se fondent les entités différenciées du Grand apartheid. Les noms des neuf nouvelles provinces illustrent la volonté de faire une place aux différentes composantes identitaires de l’Afrique du Sud. Références à l’ancienne colonie du Cap (démembrée en trois provinces Cape de l’Ouest, du Nord et de l’Est), au Free State dont la dénomination est en anglais et ne reprend pas la référence néerlandaise (avant d’être hydrographique) à l’Orange. Des noms neutres sont donnés à des morceaux du Transvaal associés à d’anciens bantoustans : Provinces du Nord et province du Nord-Ouest. Enfin des noms africains font leur apparition : le Gauteng⁹ est le nom de la nouvelle province capitale en remplacement du PWV (Pretoria – Witwatersrand – Vereeniging), qui n’était pas une province à part entière. C’est un toponyme très rassembleur, et fidèle au concept de « nation arc-en-ciel ». Il signifie « région de l’or » en sesotho. « Il est dérivé du mot *gauta* signifiant « or », qui lui-même provient du mot néerlandais et afrikaans *goud*, radical auquel a été ajouté un suffixe de localisation –ng. Les langues isinguni utilisent une forme légèrement altérée du nom, *iRhauteni*, mais la prononciation est à peu près la même. Le premier son est le G guttural que l’on retrouve en sesotho, en afrikaans et en néerlandais. » (Guillourel, 2003). Ce toponyme a l’avantage d’être compris et finalement bien accepté par tous les groupes linguistiques habitant la région capitale. Le Mpumalanga (le soleil levant ou l’Est en langues nguni) est également une formule facilement acceptable, de même le Limpopo (du nom du fleuve frontalier) qui remplace la Province du Nord à partir de 2002. Enfin la province du KwaZulu-Natal, regroupe les terres de l’ancienne province du Natal et de l’ancien bantoustan du KwaZulu. C’est la seule province en Afrique du Sud dont la dénomination comporte les noms hérités de ses deux composantes, blanche et noire. Les changements toponymiques introduits dans la réforme provinciale sont donc à la fois peu nombreux et adoucis par les processus linguistiques employés : la simple association toponymique d’espaces fonctionnellement associés depuis longtemps dans le cas du KwaZulu-Natal : une africanisation tempérée d’hybridité multilingue pour le Gauteng et des références neutres comme pour le Mpumalanga et le Limpopo.

Un autre champ initial de la promotion des références toponymiques africaines est celui des Parcs et réserves et plus généralement celui du marketing touristique lié à la *Wilderness* qui exploitait déjà largement ces références par exemple au Zoulouland. Ceci dans le droit fil de l’association coloniale du patrimoine africain à la nature sauvage de manière générale et guerrière tribale pour les Zoulous. Ainsi, le Kransberg Park est renommé Marakele National Park par le National Parks Board en 1994. En 2000, c’est le Kwa-Zulu Natal Conservation Services (KZNNCSPB) issu de la fusion entre les services de l’ex homeland (KwaZulu Directorate of Nature Conservation) et de l’ex Province du Natal (Natal Parks Game and Fish Preservation Board), qui se transforme en Ezemvelo KZN-Wildlife. Ainsi c’est l’organisme provincial en charge des parcs et réserves- indépendant de l’organisme national qui fonctionne partout ailleurs en Afrique du Sud- qui s’africanise dans sa dénomination tandis qu’une politique d’association des populations locales à la préservation de la nature est lancée (Rey-Soulinges, 2001 ; Giraut, Guyot, Houssay-Holzschuch, 2005).

En fait, l’un des enjeux du marquage onomastique de la nouvelle Afrique du Sud va être d’affirmer son nouveau plurilinguisme inscrit dans la constitution, en sachant que le recours à la traduction des toponymes dans les désormais 11 langues officielles est impossible (Ormeling, 1997). Pour ce faire, un double processus non conflictuel est d’abord privilégié vis-à-vis des noms de localités et de territoires : celui de la stratification avec de nouvelles couches toponymiques provinciale, puis municipale qui ne se substituent pas initialement aux

⁹ GP sur les plaques minéralogiques « Gauteng Province » ou *gangster paradise* selon une blague qui circule dans le pays...

noms de localités, et celui de la reconnaissance d'allonymes, noms donnés par les Africains, pour les localités. Ces allonymes persistaient et se développaient, en lieu et place des noms officiels, par traduction ou création : Cape Town / Kaapstadt est iKapa pour les Xhosa, Johannesburg iGoli ou Gauteng.

La politique de double nomination officielle, déjà pratiquée par le régime d'apartheid pour affirmer le bilinguisme européen de l'époque, se traduit dorénavant dans la récente décision d'utiliser une double dénomination pour les villes hôtes de la coupe du monde de football de 2010 : Bloemfontein et Mangaung, Pretoria et Tshwane, Durban et eThekweni.

Un ouvrage d'information et de vulgarisation scientifique écrit par trois auteurs impliqués à titre institutionnel dans la réflexion alors engagée sur les changements de noms introduisit la question dans les années 1990 (Jenkins, Raper & Möller, 1996). L'ouvrage au ton léger avec ses illustrations sous forme de cartoons s'amusant du sens premier de certains noms africains ou européens, tentait d'aborder de manière consensuelle la question des enjeux du changement toponymique dans le contexte post-colonial et post-apartheid. Dans cet esprit, il faisait des recommandations sur la nécessité de continuer l'action de standardisation des orthographes et transcriptions, mais aussi de chasser les noms péjoratifs, et celle de reconnaître dans le cadre du plurilinguisme, des noms jusque-là parallèles ou dédiés à des lieux parallèles¹⁰. Mais l'ouvrage optait pour une posture très prudente et mettait en garde contre les tentations révolutionnaires dans le champ toponymique : « If name changes become politically inspired manipulative tools, they may militate against better understanding of a place and its people. They become the cause of disputes, instead of being communicative symbols » (Jenkins *et alii*, 1996 : 12). Pour les disputes au moins, la suite leur a donné raison.

Le South African Geographical Names Committee (SAGNC), créé en 1999, est la nouvelle instance de régulation toponymique doté de prérogatives plus importantes que son prédécesseur, en ayant compétence sur plus de toponymes (régions, éléments naturels, aéroports). Les noms des municipalités ou de la voirie (rues et avenues) sont en revanche une prérogative locale. Le SAGNC est un conseil consultatif nommé par le ministre des Arts et de la Culture du gouvernement post-apartheid. C'est ce ministère qui prendra *in fine* les décisions de ratification des changements de noms. Les trois objectifs principaux du SAGNC sont de rectifier les noms mal épelés (prononciation, sens) et les noms corrompus (mal retranscrits) et d'entreprendre une politique plus radicale de changement des noms de villes. C'est dans le corpus d'allonymes identifiés que les propositions de nouveaux noms de municipalités vont émerger ainsi que dans ceux des principaux townships ou du patrimoine historique de la lutte anticoloniale ou antiapartheid.

Pour comprendre ce volontarisme toponymique relativement tardif par rapport au changement d'ordre politique, il faut relier ce mouvement à la politique dite de Renaissance Africaine menée par l'Afrique du Sud sur la scène nationale et internationale. La formule inventée en 1996 par le président Mbeki, renvoie à la mise en place d'un nouveau dispositif continental initié par l'Afrique du Sud en lien avec les principales puissances du continent. Ce nouveau dispositif repose sur une unité politique africaine (l'Union Africaine) et un nouveau contrat de développement, (le NEPAD : New Partnership for African Development), qui promeut quelques projets transnationaux en attendant une dotation internationale conséquente au nom de la réparation des préjudices subis par le continent. Au-delà de cet aggiornamento continental, le mot d'ordre de la 'Renaissance Africaine' est ambigu à souhait (Fauvelle-

¹⁰ « The names of informal settlements make a vibrant, creative and multilingual contribution to the maps of this country, and deserve to be welcomed wholeheartedly » (Jenkins *et alii*, 1996 : 76)

Aymar *et alii*, 2000 ; Crouzel, 2000 ; Samarbakhsh-Liberge, 2000). Il fixe des objectifs de développement à l'ensemble du continent et le retour à une place honorable dans le concert des nations entreprenantes, il repose pour partie sur une référence au 'nouveau vouloir vivre ensemble' des Sud-Africains. Le statut des valeurs traditionnelles indigènes ou *Ubuntu* en nguni (zoulou comme xhosa), est également au cœur de la formule. Ces valeurs sont censées valoriser la solidarité, l'hospitalité et le rapport harmonieux à la nature. Ne pas oublier ces racines, voire même les réactualiser pour inventer un modèle de développement original, voilà également des dimensions du discours sur la Renaissance africaine qui valorise par ailleurs les épisodes historiques qui ont vu briller des civilisations africaines. Les processus néotoponymiques s'inscrivent donc également dans ce nouveau cadre. Themba Wakashe qui représente le ministre Ben Ngubane le 12 octobre 2001 à Durban lors du lancement du comité provincial du SAGNC pour le KwaZulu-Natal, déclarait que « la redénomination des noms de lieux fait partie intégrante du projet de Renaissance Africaine et qu'il est désormais nécessaire de modifier en urgence le paysage patrimonial national grâce aux redénominations »¹¹.

Un des moyens est d'utiliser des toponymes « originels », qui existaient déjà avant l'arrivée des Blancs. Souvent, en l'absence de sources fiables, quels noms choisir ? Toute une reconstitution des « origines » plus ou moins objective est en train de s'opérer. Souvent, on ne retrouve pas toujours des éléments vérifiables dans l'histoire orale des Ngunis (Zoulous, Xhosas, Ndebele...) qui se sont installés en Afrique du Sud avec les migrations bantoues.

Les autorités sud-africaines vont aussi puiser dans le patrimoine des peuples « aborigènes », aujourd'hui ultra minoritaires (les Khoisans), présents sur le territoire sud-africain depuis des millénaires, comme l'attestent les différentes gravures rupestres. On retrouve des mots khoisan dans le nom de certaines municipalités comme Maquassi¹² dans la province du North West. Jenkins (2003 : 12) parle d'une véritable obsession de l'Afrique du Sud vis-à-vis des Sans, avec leur utilisation par exemple dans les armoiries nationales : « The choice of San figures as symbols in the new coat of arms can be explained as an attempt by the government to go back to a neutral 'pan-human' period, before successive waves of Khoi, black and white people arrived and persecuted the San. » De fait, le recours linguistique aux langues khoisan, et avec elles à la thématique des peuples premiers, fait figure de restauration toponymique à bon compte : leur antériorité sur le territoire est aussi incontestable que leur quasi disparition. Ils ne sont donc pas des concurrents fonciers et/ou identitaires dans le conflit mémoriel opposant Noirs et Blancs à propos de la toponymie.

Nommer les nouvelles municipalités ou la cohabitation historico-politique en action

Dans le contexte du renouveau sud-africain, la nouvelle municipalisation doit permettre d'améliorer la distribution des services de base en pratiquant une certaine redistribution entre aires et quartiers anciennement privilégiés et aires et quartiers

¹¹ Address by the Deputy Director-General of the Department of Arts, culture, science and technology, 12/10/2001, www.anc.org.za

¹²«Maquassi is said to be the Bushman name for an aromatic plant (Croton gratissimus). It is also interesting to note that there was once a Khoisan chief by the name Maquassi, who used to go to the top of the mountain and in the morning and look over the now three established municipalities which are Wolmaranstad, Makwasi and Witpoort. Along the municipality there is also a river leading to the Vaal river that has an abundance of sweet smelling scent called the Maquassi. This municipality can also be called by three different names, i.e. 1.Dithabana tsa Makwasi, 2.Makwasi-rante and 3. Maquassi Hills, which was the name that was decided to be used by the general public.» (SAGNC, 2005)

marginalisés dans le système d'apartheid. Les nouvelles municipalités doivent donc être composites et associer des espaces contrastés qui auparavant fonctionnaient avec des systèmes de gestion séparés. Dans un premier temps, des municipalités intérimaires sont constituées sur la base de l'extension des périmètres municipaux qui excluaient les townships dotés de pseudo *Black Local Authorities*. La question de la néotoponymie ne se pose pas pour ces *Transitional Local Councils* qui prennent les noms des anciennes municipalités dont ils sont une extension. En revanche, à partir de 2000, la nouvelle municipalisation constitue une remise à plat de l'ensemble du système avec deux niveaux de collectivités territoriales qui couvrent l'ensemble du territoire: les municipalités de base et les municipalités de districts. Échappent à ce système emboîté les 6 aires métropolitaines dotées d'un « super » gouvernement unique, et les secteurs très peu densément peuplés directement administrés par les districts. Le principe de constitution d'entités composites au sein desquels une redistribution est possible pour la gestion des services de base est maintenu. Il concerne dorénavant des municipalités qui intègrent également les périphéries rurales et les fragments urbains qui s'étaient développés au delà des limites des anciens bantoustans. Une fois le découpage achevé et les premières élections tenues en 2000, la question de la dénomination de ces nouvelles entités se pose et va entretenir un débat national qui se décline en de multiples variantes locales. Une analyse des 283 noms des municipalités issues de ce processus renseigne sur les choix et les modalités de la néotoponymie sud africaine.

Tableau 1 : La langue choisie pour les nouveaux toponymes municipaux

Toponymes municipaux par province %	Une des langues africaines	Anglais	Afrikaans
Afrique du Sud	74,6	11,7	13,7
Gauteng	66,7	20	13,3
KwaZulu-Natal	87,9	8,4	3,7
Western Cape	16,7	<u>36,7</u>	<u>46,6</u>
Free State	<u>96</u>	4	0
Eastern Cape	82,8	10,9	6,3
Northern Cape	74,2	0	25,8
Limpopo	81,2	9,4	9,4
North West	68	8	24
Mpumalanga	80	15	5

Tableau 2 : Les catégories de nouveaux toponymes municipaux

Types de toponymes municipaux par province %	Géographiques (nature et espace)	Culturels (tradition, identité, usages...)	Homme ou femme célèbres	Total
Afrique du Sud	157 (55,5%)	80 (28,3%)	46 (16,2%)	283 (100%)
Gauteng	10 (66,7)	2 (13,3)	3 (20)	15 (100)
KwaZulu-Natal	27 (45,8)	27 (45,8)	5 (8,4)	59
Western Cape	19 (63,3)	2 (6,7)	9 (30)	30
Free State	11 (44)	12 (48)	2 (8)	25
Eastern Cape	28 (61)	9 (19,5)	9 (19,5)	46
Northern Cape	17 (55)	10 (32)	4 (13)	31
Limpopo	18 (56,3)	10 (31,2)	4 (12,5)	32
North West	15 (60)	6 (24)	4 (16)	25
Mpumalanga	12 (60)	2 (10)	6 (30)	20

Les noms des nouvelles municipalités sont établis par un processus rapide et émanant directement des élus municipaux, à peine régulé par le Demarcation Board, organisme chargé de la réforme des entités municipales. Les résidents n'ont pas été systématiquement consultés. Le nombre de municipalités a été

considérablement réduit, il s'agit de vastes entités composites et donc beaucoup d'ex isolats municipaux coloniaux ou d'apartheid sont aujourd'hui intégrées dans des entités municipales territoriales avec d'autres villes, des campagnes mise en valeur sous forme d'exploitations modernes, des quartiers urbains africains et des morceaux de bantoustans. Par exemple, si on regarde l'évolution des noms de municipalités locales dans l'Eastern Cape : avant 1995 il y avait 104 municipalités dont 21 % avec des noms en xhosa, 48 % avec des noms en anglais et 31 % avec des noms en afrikaans ; après 2000 , il n'y a plus que 39 municipalités dont 79 % avec des noms en xhosa, 13 % avec des noms en anglais et 8 % avec des noms en afrikaans.

Le plus souvent, la création des toponymes municipaux a répondu à la volonté des nouveaux élus locaux (non-Blancs en majorité) de mettre en conformité le toponyme et la culture de la majorité de la population de la ville. Il s'agit donc de s'approprier le territoire municipal – et en même temps, d'afficher leur nouvelle suprématie. Cela s'est traduit par une profonde africanisation des toponymes. Durant l'apartheid plus des 2/3 des noms de municipalités étaient en afrikaans ou en anglais. Aujourd'hui, sur l'ensemble des 284 nouvelles municipalités (locales et de district), environ 75 % des toponymes sont en langues africaines (tableau 2) contre seulement 12 % pour l'anglais et 14 % pour l'afrikaans. Cela reflète *grosso modo* la répartition nationale des langues maternelles.

À l'échelle des provinces, les plus africanisées – pour ce qui concerne les noms des nouvelles municipalités - sont le Free State (96 % contre 0 % pour l'afrikaans), le KwaZulu-Natal (88 %), l'Eastern Cape (83 %), le Limpopo (82 %) et le Mpumalanga (80 %). Dans le Gauteng, on note une bonne résistance de l'anglais et de l'afrikaans (34 %). Dans le North West et le Northern Cape, il y a une bonne résistance de l'afrikaans (24 et 26 %). C'est surtout dans le Western Cape que l'anglais (37 %) et l'afrikaans (47 %) résistent le mieux. Ces chiffres sont souvent corrélables aux équilibres de population en présence, et aux préférences politiques affichées aux élections municipales de 1995-1996. Le Free State est le champion de l'africanisation, ce qui est politiquement très symbolique pour un ancien bastion des Afrikaners. Le Western Cape, à l'image de Cape Town, reste fidèle à ses ambiguïtés, ajoutant un mélange de conservatisme, libéralisme et cosmopolitisme au poids démographique des *Coloureds*. Aucune province ne correspond exactement à l'image nationale.

Les hommes célèbres (plus que les femmes d'ailleurs...) comptent pour plus d'un sixième du total des nouveaux noms de municipalités. Sur les 46 municipalités portant le nom d'un homme célèbre, 40 % encore commémorent un colon britannique ou boer – en particulier dans le Western Cape, 30 % un chef africain pré-colonial ou de l'époque de la conquête et seulement 27 % un héros de la résistance contre l'apartheid.

La formule initiale de double dénomination : nom ancien européen pour la localité urbaine et nom nouveau africain pour la municipalité, va finir par laisser place à de féroces batailles pour imposer le nouveau nom à la ville ou pour obtenir son maintien. Les cas de Pretoria/Tshwane et de Potchefstroom/Tlokwe illustrent ces combats farouches.



Figure 1 : Marche de protestation en octobre 2006 réunissant plusieurs milliers de personnes (5 000 d'après les organisateurs) contre le changement de nom de Potchefstroom en Tlokwe. Source : Blog d'un militant (Peter Groenewald) du Freedom Front (parti d'extrême droite organisateur de la manifestation avec le parti Democratic Alliance), <http://community.mype.co.za/index.php/politics/2006/10/>.

Tel qu'on peut l'appréhender dans les prises de position politiques, l'argumentaire pro-changements de noms¹³ mentionne qu'il faut en finir avec les symboles de l'oppression passée, que le coût de ces mesures est dérisoire par rapport à celui dépensé pour maintenir la domination blanche pendant des années et qu'il s'agit enfin de restaurer une véritable identité africaine. Les opposants ont des arguments divers et variés selon qu'ils représentent la bourgeoisie intéressée par la pression fiscale et la notoriété internationale de leur cité, ou par l'héritage culturel de la communauté afrikaner. Tous s'expriment par la voie de certains partis politiques, d'éditoriaux de journaux et de tribunes, et les rubriques Courrier des lecteurs regorgent d'arguments contradictoires où ressortent principalement ceux du coût de telles opérations et de leurs effets pervers en termes de visibilité internationale des localités.

Plus généralement, les tenants du statu quo ou des changements minimes estiment qu'il faut œuvrer à l'unité du pays et non pas à créer « un apartheid à l'envers ». Ils critiquent le coût important de cette réforme face à d'autres priorités sociales (dont l'épidémie de VIH/SIDA). Ils invoquent les implications fâcheuses du processus sur la reconnaissance internationale des lieux sud-africains. Ils s'inquiètent de la non-reconnaissance de l'histoire des Blancs (surtout de celle des Afrikaners), de l'instrumentalisation politique de la part des anciens héros du mouvement de libération¹⁴ et mentionnent enfin une possible confusion entre les anciens et les nouveaux noms.

Cette argumentation recoupe les trois registres caractéristiques de la rhétorique réactionnaire selon Hirschman (1991) : en effet les opposants aux changements de noms, invoquent *l'inanité et l'inopérance* du processus (« c'est secondaire, futile et illégitime et cela cause une irrémédiable perte de mémoire »), ses *effets pervers* (« cela coûte une fortune et on ne pourra plus identifier les lieux rebaptisés ») et *la mise en péril* des fragiles équilibres politiques entre les communautés que ces changements peuvent provoquer.

II- Les enjeux mémoriels et d'histoire

Avec les conflits toponymiques, on aborde une autre dimension ou un autre registre identitaire : le registre mémoriel de l'histoire contemporaine conflictuelle. Dans le cas de l'Afrique du Sud, ce registre est différent mais intimement lié au registre culturel et aux appartenances linguistiques des différentes communautés. Ce registre mémoriel est particulièrement sensible car les histoires respectives des communautés renvoient à l'histoire antagoniste des périodes coloniales et d'apartheid.

Ces périodes ont vu l'imposition d'un ordre dominant avec ses héros. Ceux de la conquête coloniale ont été célébrés dans les créations toponymiques accompagnant la mise en place du semis de villes coloniales. Pretoria est nommée d'après Andries Pretorius (1798-1853), l'un des chefs des Voortrekkers¹⁵ et vainqueur de la bataille de Blood River contre les Zoulous. Durban rappelle la colonisation britannique en commémorant Sir Benjamin d'Urban (1777-1849), gouverneur de la Colonie du Cap. Même le XX^e siècle n'est pas exempt de

¹³ Enquêtes sur le terrain (novembre 2004) et documents Internet (www.bbc.com).

¹⁴ Normalement, ces leaders doivent être décédés pour que l'on utilise leur nom. Seul Madiba (Nelson Mandela) déroge malgré lui à cette règle.

¹⁵ Afrikaners allant coloniser l'intérieur des terres dans les années 1830 et 1840. Ce mouvement de population, le Grand Trek, allait devenir un élément central de la mythologie territoriale afrikaner.

prolongements toponymiques du conflit entre les deux communautés d'origine européenne. Par exemple, la décision de transformer Roberts Heights à Pretoria en Voortrekkerhoogte [Les Hauts des Voortrekkers] a généré un ressentiment important parmi les anglophones. En effet, ces changements de noms étaient mis au service de la rhétorique anti-impériale des dirigeants Afrikaners nationalistes dans les années 1930. À ce titre, les nationalistes afrikaners percevaient Durban comme un nom colonial et Pretoria comme un nom anti-colonial (Guyot et Seethal, 2007) !

À défaut de création de nouvelles villes, les pères du système d'apartheid ont été célébrés à travers les dénominations d'infrastructures et d'aménagements qui ont fleuri durant ces années.

Les différentes générations de noms de rues enregistraient l'ensemble de ces références mémorielles selon les orientations majoritaires des élites blanches des différentes cités.

Une éradication timide au niveau national et débridée localement

Les héros de la lutte anticoloniale et antiapartheid ont dû se frayer une place dans les nouveaux noms de rues des townships et ont pu remplacer les noms désormais provocateurs et systématiquement éradiqués des pères de l'apartheid. L'opération ne relevait pratiquement pas de l'organisme officiel de régulation toponymique, le South African National Place Name Committee, plutôt opposé aux changements de noms pour des raisons politiques et préférant, comme nous l'avons vu, promouvoir les noms parallèles et éradiquer les dénominations péjoratives et notamment les noms de fermes utilisant le terme de *kaffir*. Il valida cependant le changement emblématique du nom de Verwoerdburg (d'après Hendrik Verwoerd, premier ministre sud-africain (1958-1966) promoteur du grand apartheid), ville au nord de Johannesburg, qui devint Centurion. Dans le même esprit, les noms des principaux aéroports du pays sont changés car ils portaient les noms de grandes personnalités afrikaners d'après 1948. Symboliquement, les portes d'un pays démocratisé doivent témoigner de ce changement et se libérer de l'emprise des architectes de l'apartheid. DF Malan Airport devient Cape Town International, Jan Smuts Airport devient Johannesburg International.

Le ministère des Eaux et Forêts rebaptisa également très rapidement les principaux barrages du pays qui célébraient les grandes figures du régime d'apartheid et il leur substitua les noms africains mais neutres sur le plan mémoriel des cours d'eau sur lesquels ils étaient établis.

En revanche, les noms de rues célébrant l'apartheid furent souvent remplacés par des héros de la lutte antiapartheid, au grand dam des sages du SANPNC¹⁶. Ces changements de noms de rues relevaient des pouvoirs locaux intérimaires mis en place sur les anciennes municipalités élargies aux townships. Certains scandales éclatèrent relatifs à ces changements de noms de rues, ainsi le maire d'opposition à l'ANC de Cape Town fut accusé d'avoir manipulé une enquête publique pour obtenir de rebaptiser deux rues avec les noms des prix

¹⁶ "When the ANC was unbanned, it wasted little time in following the Dutch example. "Symbolic" ceremonies were held in various South African cities, at which public spaces such as squares were renamed after ANC leaders.

As might be expected, renaming in South Africa to reflect a new non-partisan dispensation has been undertaken mostly outside the official place name structures. Parastatals and regional and local governments have been able to change the names of entities such as resorts, buildings and streets more easily than it would be possible to rename a town- although even these have not always been plain sailing." (Jenkins, Raper & Möller, 1996 : 23)

Nobel de la paix Mandela et de Klerk. Tactique permettant d'imposer le nom du dernier dirigeant du régime d'apartheid dans la toponymie.

Dans certains cas, les références à la lutte anticoloniale et antiapartheid préexistaient de manière souterraine. Ainsi, la toponymie de Langa n'a pas été imposée de l'extérieur. Les noms de rue de Langa commémorent les lieux d'origine des habitants, les événements importants dans l'histoire de la communauté noire du Cap et des grands hommes de la résistance noire (sud-africaine ou nord-américaine) à l'oppression européenne (Houssay-Holzschuch, 1999).

La néotoponymie s'inscrit dans une politique post-apartheid globale de réparation des exactions du passé qui comprend des réparations « matérielles »¹⁷ (individuelles et collectives) et la construction de monuments ainsi que tout un ensemble de réparations symboliques (Commission Vérité et Réconciliation, nouveaux drapeau et hymne national, nouveaux jours fériés ou transformation de la signification des jours fériés existants...). Le coût économique non négligeable de ces réparations symboliques ne doit pas être considéré, selon le gouvernement, comme un élément restrictif : « Deputy President Zuma, referring to the national flag in a Heritage Day speech [in 2003], said, 'One could argue that the design is not cost-effective, but our objectives were greater than the merely economic' » (Jenkins, 2003 : 14). D'une certaine façon, les changements toponymiques, au même titre que toutes les autres transformations symboliques en cours, sont une empreinte *a minima* que doit imprimer le nouveau gouvernement sur un territoire national qui reste encore fortement marqué par des inégalités socio-spatiales héritées.



Figure 2 : La revanche toponymique. Caricature de Zapiro, *Mail & Guardian*, 17 mai 2007. Les architectes de l'apartheid et leurs prédécesseurs ségrégationnistes se retournent dans leur tombe au vu des changements toponymiques.

¹⁷ Ces réparations matérielles comprennent par exemple la résolution des *land claims*.

L'imposition de la mémoire historique de la lutte antiapartheid va s'affirmer par le haut (c'est-à-dire non uniquement dans les noms de rues décidés par les municipalités), après la période de relative humilité symbolique qui accompagna au niveau national les grandes réformes constitutionnelles et la mise en place de la Truth and Reconciliation Commission. C'est de cette période que date la refonte de l'organisme de régulation toponymique. C'est ainsi que l'aéroport international de Johannesburg est finalement renommé Oliver R. Tambo Airport en 2006. Mais ce sont surtout les nouveaux noms de municipalités, et singulièrement les municipalités de districts, qui vont permettre l'affirmation de cette mémoire dans l'onomastique territoriale. Cette toponymie mémorielle dans les nouveaux noms de municipalités est cependant spatialement différenciée : toutes les municipalités de district de l'Eastern Cape, « haut lieu » de l'opposition à l'apartheid, sont nommées en hommage à des héros de la résistance. Certains cumuls peuvent y être relevés : ainsi tel professeur travaille à l'université Walter Sisulu (ex-Université du Transkei), située dans la rue Nelson Mandela localisée dans la municipalité King Dalingwebo Sabata, au sein de la municipalité de district Oliver Tambo. Mais la toponymie mémorielle ne reflète pas strictement la géographie de la protestation : la province de Mpumalanga fait aussi une grande place aux héros de la résistance contre l'apartheid, non « locaux », comme Albert Luthuli Municipality ou Govan Mbeki Municipality. Il faut sans doute chercher l'explication dans le nombre d'anciens bantoustans incorporés à cette province : province noire, pauvre, ayant particulièrement souffert de l'apartheid, elle commémore les hauts faits de la lutte. De plus, faire appel à des héros sud-africains mais extérieurs à la province limite les sujets de querelles internes dans une des régions les plus multiethniques du pays.

Enjeux identitaires au quotidien : l'exemple des rues de Durban



Figure 3 : Panneaux de rues indiquant le changement toponymique à Durban. Source : *International Herald Tribune*, 24 mai/2007.

Dans un autre contexte, celui de la métropole Durbanite, grande ville multiethnique au cœur de la grande région zouloue, M. Sutcliffe, le manager de la municipalité d'eThekweni (Durban) et ancien président du Demarcation Board, a déclaré lors d'une entrevue¹⁸ que les nouveaux toponymes municipaux étaient surtout une reconnaissance politique et administrative pour les élus noirs, posant la question de la nouvelle lisibilité internationale. Selon lui, les résidents s'identifient plus à leur quartier, à la rue et au nom qu'ils peuvent donner à leur maison. L'avenir lui a donné raison, volontairement ou involontairement, car la ville de Durban (municipalité d'eThekweni, dirigée par l'ANC) a entrepris il y a deux ans de renommer un certain nombre de noms de rues et d'avenues. Toute l'histoire a commencé en 2005 avec le cas d'une avenue d'un quartier central en pleine rénovation qui a pris le nom de « Mahatma Gandhi ». Certains résidents se sont plaints que ce grand homme méritait mieux qu'une rue encore sale et dangereuse¹⁹ ! De nombreux effets d'annonces et des rumeurs récurrentes ont ensuite caractérisé la saga des changements de noms de rue à Durban jusqu'à ce que la municipalité adopte un processus décisionnel plus clair et plus consultatif en août 2007. Les deux propositions, qui ont été les plus mal ressenties par des fractions très différentes de l'opposition municipale, ont concerné le remplacement du nom de la Mangosuthu Highway en Moses Mabhida et de la Kingsway Road en Andrew Zondo's Road.

Le premier remplacement touche à l'identité politico-culturelle du KwaZulu-Natal avec l'expression d'une volonté évidente d'éradiquer du paysage urbain le nom du leader nationaliste zoulou de l'Inkatha Freedom Party (IFP), Mangosuthu Buthelezi, au profit d'un leader de l'African National Congress (ANC) en exil. Cela s'inscrit dans la continuité des luttes de pouvoir acharnées, territoriales, électorales et politiciennes, entre l'IFP et l'ANC dans la province désormais dominée par l'ANC et où l'IFP est de plus en plus marginalisé sur le plan électoral. Rivalité politique qui intervient dans un contexte d'après-guerre civile entre l'IFP et l'ANC dans les années 1980-1990 qui avait coûté la vie de plus de 20 000 personnes. Ceci explique la manifestation de plus de 6,000 sympathisants de l'IFP le 1^{er} mai 2007 aux abords du City Hall de Durban, protestant contre l'effacement symbolique de leur leader et le ravivement des tensions.

Le second remplacement touche à la susceptibilité de la majorité de la communauté blanche durbanite qui, outre une opposition de principe aux changements de noms systématiques se focalise sur ce qui est perçu comme une provocation : une avenue de la ville rebaptisé du nom d'un activiste anti-apartheid, Andrew Zondo, qui aurait tué 5 civils blancs en 1985... sur cette même avenue.

Pour éviter que les débats sur les changements de noms de rue ne se cristallisent justement... dans la rue et dans les médias, la municipalité de Durban a adopté en août 2007 un nouveau protocole de décision, partagé de manière égale entre des avis d'experts démocrates, progressistes et indépendants (le 'Masakhane Committee'), le recours à une démarche participative auprès de l'ensemble de la population de la municipalité métropolitaine (par le biais des comités consultatifs des cent arrondissements de la ville) et

¹⁸ Entrevue du 16 novembre 2004, Durban.

¹⁹ 'Sleazy road must not be named after Gandhi'. Durban residents are up in arms about the city council's plans to rename Point Road - which is notorious for prostitution and drug-trafficking - after Indian independence icon Mahatma Gandhi., *The Mercury*, mars 2005.

l'avis politique du comité exécutif municipal et de l'ensemble de l'assemblée des deux cents conseillers municipaux. Ce protocole décisionnel est piloté par une 'task team' dirigée par M. Sutcliffe en personne. Cette 'task team' a mis au point une liste de 700 propositions de changements toponymiques. Ensuite le comité d'expert corrige, évalue et sélectionne ces propositions pour n'en retenir que 83 (en date du 22 août 2007) qui sont ensuite validées par les instances municipales, avant de passer en octobre 2007 dans les assemblées participatives des différents arrondissements, pour ensuite être définitivement entérinées par la municipalité après une ultime navette auprès du comité d'experts. Ce sera finalement à la 'task team' de mettre en place les changements de noms, en vérifiant *in fine* qu'ils ne nuisent pas à l'ordre public. Pour le moment, M. Sutcliffe regrette que la presse et les partis d'opposition se soient selon lui maladroitement saisis du sujet car il pense que cela va influencer la bonne tenue des débats participatifs dans les différents arrondissements.

En arrière-plan de ce processus très politique se joue un débat autrement plus cocasse sur le changement de nom de la municipalité 'eThekweni' en 'KwaKhangela'. En effet, le maire de la ville, O. Mlaba, est bien dans l'embarras pour expliquer à ses visiteurs internationaux la signification du nom de sa métropole, 'eThekweni', car cela signifie en zoulou 'le testicule d'un taureau' en relation avec la forme de la baie de Durban, qui avait été ainsi nommée par les premiers habitants du lieu. En revanche, le nouveau nom proposé fait référence au toponyme donné par le roi Shaka à une partie militairement très stratégique au sud du site de la ville. Si le maire est gêné, les habitants africains, qui ont toujours utilisé ce nom, ne semblent pas l'être outre mesure, et ce nom peut être favorable à des investisseurs qui ont le sens de l'humour et qui continuent de venir... à Durban, car le nom de la ville-centre n'est pas (encore ?) inscrit sur la liste des changements à venir ! Ici, la question du Marketing territorial d'une métropole d'un pays émergent prend le dessus sur les préoccupations identitaires et mémorielles.

Les tendances actuelles cumulées des deux processus - reconnaissance multiforme de la toponymie africaine et affirmation des symboles de la lutte anti-apartheid dans la toponymie - débouchent sur un sentiment de dépit et de dépossession surtout pour la communauté afrikaner attaquée sur les deux fronts onomastiques. Le découpage provincial en est un bon exemple : les provinces de l'Orange Free State et du Transvaal, héritières des républiques boers, disparaissent. Des provinces aux toponymes africains apparaissent. Et les toponymes anglophones se maintiennent. Un conseiller municipal de l'ANC d'East London, municipalité rebaptisée Buffalo City, responsable du comité municipal des changements de noms, va même jusqu'à affirmer « qu'il y a une grande légitimité à effacer les noms afrikaners de la carte car ces derniers n'ont pas de pays, ils sont venus « voler » l'Afrique du Sud »²⁰. En revanche il n'a aucun problème pour que les noms anglais soient maintenus, « car tout le monde comprend l'anglais, de plus le Royaume-Uni est un pays, ce qui, semble conférer à ces toponymes une certaine légitimité ». Plus généralement, les changements toponymiques remettent effectivement en cause la carte de l'Afrique du Sud héritée du régime précédent. Places fortes et bastions afrikaners, longtemps au sommet de la hiérarchie des lieux (lieux de pouvoir et de puissance symbolique), sont marginalisés. D'autres hiérarchies apparaissent : d'une part, les redécoupages territoriaux et les nouvelles mailles administratives brouillent la hiérarchie dans le champ du politique. D'autre part, les changements économiques profonds que l'Afrique du Sud a connus depuis 1994 interviennent également dans ces recompositions, y compris toponymiques. En effet, le secteur privé entre dans le champ des acteurs toponymiques, que ce soit par le biais de partenariats public-privé ou

²⁰ Entretien du 11 novembre 2004, East London.

directement. La question de la valorisation différentielle des lieux est alors au cœur du processus de nomination.

III- Derrière les communautés, les lieux... ou la bataille pour la reconnaissance et la prééminence géographique

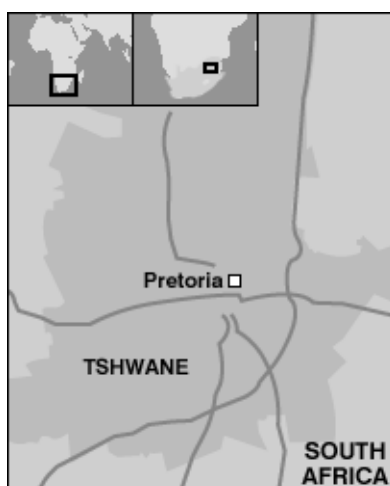
La dénomination des aires métropolitaines est d'ailleurs révélatrice d'une autre dimension de la question des changements de noms de lieux en Afrique du Sud. Il s'agit d'une dimension plus spécifiquement géographique dans la mesure où elle met en jeu non pas le positionnement relatif des communautés sur un plan culturel via la langue, ou mémoriel via les références historiques, mais la hiérarchie et l'autonomie des lieux des échelles locale à internationale.

Quand la stratégie et le positionnement relatif des grandes villes passent par leurs appellations

La saga des noms des aires métropolitaines peut ainsi être lue dans une perspective de géographie politique, au delà du marquage mémoriel, l'enjeu étant de se situer à partir de positions différentes dans l'armature urbaine et dans l'espace national et provincial.

L'usage du référent « city » ou « metro » (pour *metropolitan area*) est déjà signifiant. Depuis le début du processus avec d'abord les 6 Transitional Metropolitan Councils puis les six « Metropolitan areas » ou « unicitys » (c'est-à-dire les municipalités de catégories A), les gouvernements locaux ont joué différemment de ces référents. Les agglomérations de dimension importante comme Durban et surtout le Cap ont toujours communiqué avec le référent « city of ». Ce qui est alors en jeu pour elles, c'est d'affirmer leur autonomie citadine dans un ensemble national et provincial. En revanche une agglomération de dimension plus réduite a pu revendiquer le qualificatif de métropolitain pour s'affirmer dans la catégorie. Au sein de l'immense conurbation du Gauteng, les trois aires métropolitaines ont des stratégies d'appellation différentes. En effet, il s'agit pour chacune des entités de s'affirmer comme grande ville internationale pour Johannesburg, comme capitale nationale pour Pretoria, et comme entité urbaine indépendante pour l'East Rand. Cette dernière a donc systématiquement utilisé le référent métropolitain. En revanche Johannesburg et Pretoria ont joué sur les deux tableaux en se faisant appeler d'une part « Greater... » pour insister sur le fait que les nouvelles entités dépassent le cadre municipal hérité et qu'elles ne sont pas des sous parties d'une vaste agglomération, et d'autre part, en communiquant sur l'appellation « city of » à l'instar des velléités d'autonomie politique et symbolique du Cap. L'usage tardif d'allonymes africains pour Durban/eThekweni, Pretoria/ Tshwane et l'East Rand/Ekhuruleni ne modifie pas le rapport de ces municipalités aux référents citadin et métropolitain, en revanche, il permet à Pretoria/ Tshwane et Durban/eThekweni de s'affirmer comme africaines respectivement dans le contexte national pour la capitale et dans le contexte provincial pour le grand port d'origine anglaise en pays zoulou. Le fait que Port Elizabeth ait pu s'emparer de la référence à Nelson Mandela lui confère un statut inespéré qui du coup la dispense dorénavant des référents métropolitains et même citadins qu'elle laisse à ses sous-parties pour s'appeler Nelson Mandela Bay Municipality. Le marketing métropolitain international n'est bien sûr pas étranger à ces stratégies lorsque Johannesburg « l'inquiétante » communique désormais sur le sympathique diminutif de Joburg, ou lorsque Durban délaisse quelque peu, comme nous l'avons vu sa dénomination zoulou.

Un certain nombre de questions se posent à partir de ces choix effectués à l'échelle des aires métropolitaines. Quelle est la véritable assise territoriale des nouveaux élus : l'aire municipale, l'arrondissement dans lequel ils sont élus, ou leur parti politique à base nationale ? Quel est le nouveau référent identitaire pour les résidents du nouveau territoire municipal : l'ancienne ville-centre, le quartier de périphérie ou bien la nouvelle aire métropolitaine englobante ? Autrement dit, le nouveau nom de la municipalité doit-il être nécessairement employé pour caractériser le territoire où l'on souhaite se rendre ou habiter ? Cela varie beaucoup en fonction des habitants, de leur groupe linguistique et du nouveau toponyme choisi, qui sera plus ou moins facilement acceptable par tous. On peut avancer quelques réponses à partir de l'exemple de Pretoria, la capitale politique de l'Afrique du Sud fondée en 1855. L'aire métropolitaine municipale englobant Pretoria (comme centre de commandement) s'appelle maintenant « Tshwane », toponyme signifiant dans plusieurs langues africaines « nous sommes unis ». Le Central Business District continue à s'appeler Pretoria (carte 1 & figure 3).



Carte 1: la ville de Pretoria et l'aire métropolitaine de Tshwane. Source : <http://www.tshwane.gov.za/>.



Figure 3 : Caricature de Zapiro (9 mars 2005, *Daily Mail & Guardian*) : officialisation du nom de Tshwane pour désigner l'aire métropolitaine de Pretoria. Pretoria sera conservée pour désigner le centre-ville. On retrouve Oom Paul (l'ancien président afrikaner Paul Kruger) sur son piédestal.

Ce nom vient d'un chef Mushi qui s'est installé dans la zone de Pretoria plus de 100 ans avant l'arrivée des colons Boers. Les nouvelles autorités noires ont donc tenu à réaffirmer leur antériorité spatiale – et donc leur légitimité territoriale - face aux Blancs. Ce nouveau toponyme n'est-il que la marque de l'inscription territoriale des nouveaux élus noirs ou correspond-il à une véritable attente de la population ? La taille importante du territoire métropolitain fait que peu de résidents auront à s'en servir dans le quotidien, sauf pour des questions politiques ou administratives. Ils continueront à employer les noms des différents quartiers de l'aire métropolitaine. C'est la fin d'un symbole. Va-t-on maintenant parler à l'international du gouvernement de Tshwane comme on parlait du gouvernement de Pretoria ?

Brouillages toponymiques et marketing territorial

Depuis 1994, l'Afrique du Sud a connu de profondes mutations économiques. La fin des sanctions économiques internationales, la reprise des échanges, le développement du tourisme, des investissements internationaux massifs, une tertiarisation croissante de l'économie, sont autant de signes d'une forte insertion dans la mondialisation (Vacchiani-Marcuzzo, 2005). Les changements toponymiques en portent la marque : importation de toponymes, implication d'acteurs privés dans le jeu toponymique et contraintes du marketing territorial à usage externe contribuent à brouiller les cartes du territoire.

Le premier exemple combine des dynamiques de restauration/révélation avec une importation de références toponymiques glorieuses. Coega nouvelle zone industrialoportuaire de l'Eastern Cape, à proximité de Port Elizabeth, est un projet d'aménagement majeur (Giraut, 2006 ; Guyot, 2006b ; Vacchiani-Marcuzzo, 2005). Il émane d'une volonté du gouvernement de l'ANC²¹ de développer une province délaissée par les grands projets du gouvernement d'apartheid. Le nom de Coega est un mot *khoikhoi* qui signifie « eau souterraine ». Il met ainsi d'accord tous les résidents, car il puise dans une référence passée antérieure à toutes leurs histoires respectives. On est là à la fois dans des processus de restauration toponymique – imaginée plus que réelle – et de construction de nouveaux territoires de développement local. Mais surtout, ce projet de développement est associé à un symbole fort, très représentatif du slogan politique et économique actuel de Renaissance Africaine, le « phare d'Alexandrie » (figure 4), dont ce projet portuaire reprendrait le flambeau à l'autre bout du continent plus de 200 ans après. Pour compléter le brouillage toponymique, mais travailler à un consensus politique, le port de Coega proprement dit portera un nom xhosa, Ngqura. La néotoponymie de ce grand aménagement – pour l'instant encore au stade de l'éléphant blanc - empile ainsi les strates toponymiques, de différentes natures linguistiques, pour différents objectifs : promouvoir par la toponymie une africanisation inclusive ; impulser un développement économique local en mobilisant symboles et histoire panafricains forts ; créer une nouvelle centralité économique dans une périphérie délaissée. Ces objectifs avant tout sud-africains, d'échelles locale, régionale et nationale, sont complétés par une ambition globale : il s'agit aussi, pour un pays que l'on dit

²¹ Dans le cadre du NEPAD.

émergent, d'attirer des flux commerciaux mondiaux. La néotoponymie s'inscrit donc là dans une stratégie politique, discursive, visuelle et publicitaire de marketing territorial.

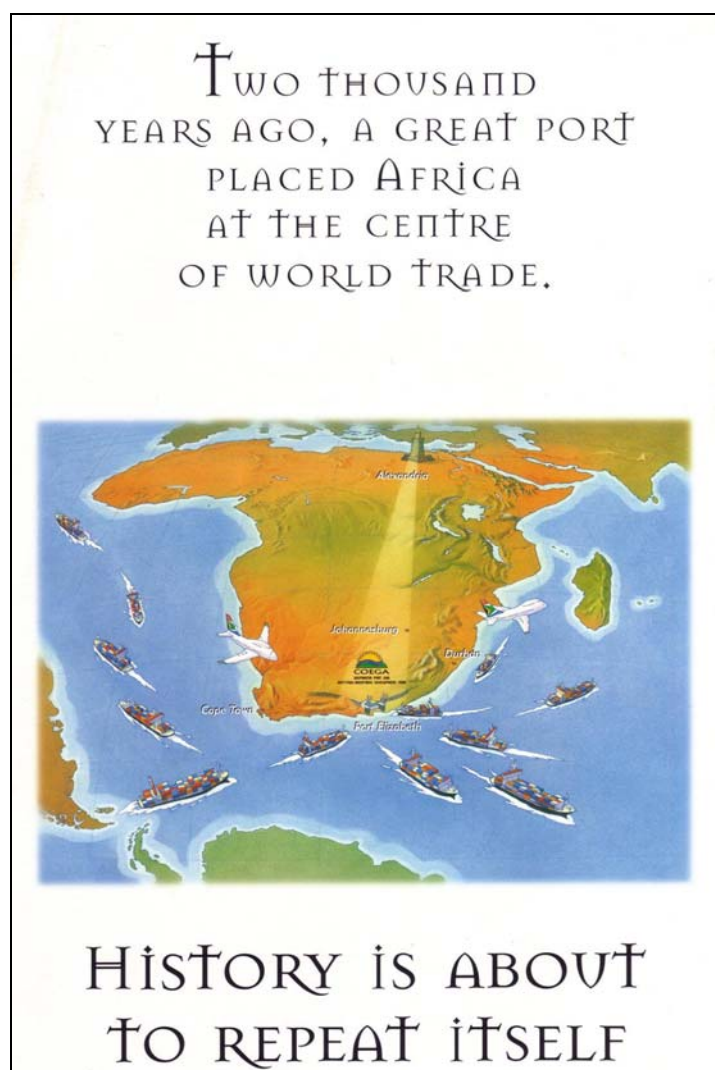


Figure 4 : Coega s'inscrit dans une antériorité historique continentale glorieuse avec la comparaison avec le phare d'Alexandrie²² (COEGA, 2003)

La néotoponymie touristique et commerciale témoigne également de l'implication croissante du secteur privé dans le jeu toponymique. En même temps, son action est reconnue et validée par les autorités locales. Les centres commerciaux, parcs de loisirs et autres casinos se développent massivement en Afrique du Sud depuis une dizaine d'années, en empruntant largement ici au modèle états-unien. Leurs références toponymiques sont largement empruntées à des situations hors d'Afrique du Sud, comme pour ancrer le pays et ses habitants dans un environnement ou une histoire qui ne serait pas la sienne (Houssay-Holzschuch & Vacchiani-Marcuzzo, 2006). A l'inverse, le tourisme de nature ou en pays zoulou valorise les références africaines stéréotypées pour évoquer la *wilderness* et l'Afrique éternelle. En ville, la néotoponymie des complexes résidentiels, *resorts et malls* témoigne d'une volonté d'afficher un nom plus international, porteur de sens de manière immédiate,

²² La brochure 2003 de présentation de Coega pose ce nouveau développement en ces termes : « In ancient times, Alexandria, Egypt's port city on the Mediterranean Sea, played a pivotal role in the economic empowerment of Africa. (...) At Coega, near Port-Elisabeth (...) the African Renaissance is well and truly under way. »

aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'étranger. De MonteCasino (Johannesburg) à Century City (Le Cap), de Sandton City (Johannesburg) à Gateway (Durban), de Green Acres (Port-Elizabeth) à Mimosa Mall (Bloemfontein), les toponymes de ces nouveaux espaces dans la ville révèlent que ces morceaux de territoire sont très ancrés dans la mondialisation et demeurent attachés à des référents internationaux. On peut prendre l'exemple de Montecasino (photo 1), à Johannesburg, qui reconstitue une ville médiévale italienne (de style toscan) pour abriter un casino (jeu de mot avec la cité perchée de Campanie) et une zone de restaurants et de loisirs. On utilise l'Italie comme modèle de l'urbanité de simulacre (Guillaume, 2001). Aucun détail n'a été laissé de côté car l'usure des pierres est respectée, le linge pend aux fenêtres et même les vespas sont accrochées aux poteaux. Ce complexe est la preuve que ses concepteurs souhaitent récupérer une histoire exogène (qui leur fait défaut) mais replacée dans une temporalité tout à fait contemporaine et fréquentée par une population racialement mixte.



Figure 5 : Montecasino à Johannesburg. Source : www.montecasino.co.za, accédé le 10 septembre 2005.

À l'échelle intra-urbaine, les nouvelles centralités économiques – souvent périphériques - jouent donc de la néotoponymie et de référents internationalisés pour s'affirmer à échelle locale et globale et fonctionner comme des isolats.

Des lieux niés au rattrapage des centres par les périphéries

Parmi les espaces niés par la cartographie, la toponymie officielle et la catégorisation statistique des lieux de l'apartheid, les « *dumping grounds* » sont les plus nombreux, les plus peuplés et les plus emblématiques des effets du Grand apartheid. Il s'agit des fragments urbains projetés au delà des limites des bantoustans et alimentés par les déplacements forcés de population et l'exode rural stoppé aux limites des ex-homelands. (Murray, 1987 ; Graaf, 1987 ; Golelen, 1993 ; Mc Carthy & Bernstein, 1998). Ces vastes concentrations de

populations dépendaient fonctionnellement des zones industrielles ou minières de villes distantes souvent de plusieurs dizaines de kilomètres, voire d'usines de main d'œuvre installées à proximité. Ces fragments urbains projetés n'ont pas disparu malgré l'effondrement des conditions politiques de leur production et des barrières qui expliquaient leur localisation (Allanic, 2002). Mieux ces agglomérations se sont progressivement affirmées comme des lieux reconnus, puis considérés comme des parties importantes de nouvelles municipalités. Certaines de ces agglomérations bordières d'anciens bantoustans s'affirment même dans la toponymie municipale en prenant le dessus sur la ville dont elles dépendaient. Ainsi la ville d'Harrismith est englobée dans la municipalité du QwaQwa, dont le petit bantoustan du même nom, coincé sous les crêtes du Drakensberg frontalières avec le Lesotho, n'était qu'une marge exploitée industriellement sur laquelle s'était développée une agglomération pauvre Phuthatidjaba. L'affirmation de ces aires comme des centres potentiels des territoires locaux et régionaux de la nouvelle Afrique du Sud passe également par deux processus, l'un rare d'autonomisation municipale et l'autre plus systématique d'octroi de fonctions de chefs-lieux (Giraut et Maharaj, 2003).

Cette revalorisation, au moins toponymique, d'espaces dominés, marginalisés et dépendants prend donc la forme d'une revanche symbolique sur les centralités locales héritées. Ces mêmes centres locaux développés comme pôles économiques à partir du semis de villes coloniales peuvent se voir niés à leur tour dans la toponymie municipale par le recours à une toponymie (pseudo ?) historique, tribale et territoriale qui revendique une antériorité de type terroir sur une aire que le Demarcation Board a d'abord conçu comme l'aire de polarisation d'une cité ou d'un ensemble de cités. Ainsi la nouvelle municipalité de Mogale City tente de passer symboliquement d'une logique de bassin industriel de périphérie métropolitaine autour de Krugersdorp à celle de territoire politique précolonial: « *to acknowledge that indigenous kingdoms governed the area before European settlers landed in South Africa. The change highlights the democratic change in South Africa and a new sense of patriotism* »²³.

Conclusion : l'imbrication et l'autonomie des enjeux linguistiques, mémoriels et géopolitiques ou les conjonctions-disjonctions du communautaire et du spatial

Le processus de revalorisation d'une toponymie africaine par la reconnaissance des toponymes parallèles ne semble pas poser de problèmes politiques, surtout dans une situation de plurilinguisme extrême où cette reconnaissance ne se traduit pas forcément par l'usage officiel de plusieurs noms. Ce qui pose problème est bien davantage le remplacement des références mémorielles communautaires bien sûr, mais aussi le jeu de promotion de périphéries au détriment, au moins symbolique, de centralités affirmées. Les parti-pris du dictionnaire des noms de lieux sud-africains dans sa dernière édition (Rapper, 2004) sont une parfaite illustration des limites du consensus à l'égard des changements de noms. S'il s'ouvre très largement à une toponymie africaine en intégrant nombre d'allonymes, en revanche il ignore totalement la néotoponymie municipale et partant la dimension mémorielle politique des changements de noms au profit des figures de la lutte antiapartheid. Mieux, il continue à faire l'impasse sur l'onomastique dorénavant affirmée des créatures du Grand apartheid que furent les « *dumping grounds* » ou fragments urbains projetés au-delà des limites des anciens bantoustans. En fait, il occulte ainsi l'un des aspects les moins évidents mais tout aussi important des changements toponymiques sud-africains contemporains qui est celui des

²³ <http://www.mogalecity.gov.za/>.

tentatives de renversement des hiérarchies géographiques avec une promotion des lieux marginalisés et une négation des rapports centre/périphérie hérités.

Soulignons pour conclure et avec le cas du nom de la province du KwaZulu-Natal l'imbrication étroite des trois dimensions identifiées : linguistique, mémorielle et territoriale. Lors de la création de la province par fusion de l'ex-province du Natal et de l'ex-homeland du KwaZulu, l'agrégation des deux noms avec une priorité donnée au KwaZulu s'est faite de manière consensuelle dans le climat politique pourtant très tendu de l'époque dans cette province alors majoritairement d'opposition nationaliste zouloue à l'ANC. Il en fut de même pour l'adoption de la formule Zulu Kingdom par l'ensemble des organismes officiels à des fins de promotion touristique²⁴, ainsi que la diffusion du référent à Shaka un peu partout au KZN y compris au cœur rénové de Durban qui affirme ainsi son ancrage régional et son statut de porte d'entrée du grand parc d'attraction folklorisé que constitue la province. C'est là un atout supplémentaire pour cette grande ville de conférence et de congrès internationaux. Le référent anglais Zululand, plus politique et renvoyant à l'histoire coloniale, s'avère plus complexe d'usage et surtout d'une remarquable géométrie variable. La municipalité de district qui s'est vue octroyer le nom de Zululand présente une configuration étroite et centrée sur les capitales historiques sans accès à la mer. Il s'agit d'un bastion incontesté de l'IFP, mais aussi d'une sorte de cantonnement de son influence sur base historique et tribale. D'un autre côté, le référent est également revendiqué par les pôles économiques de la côte en quête d'arrière-pays et d'ancrage régional. Ainsi la Chambre de commerce et d'industrie de Richards Bay se revendique aussi du Zululand sur un périmètre cette fois centré sur la côte et l'activité dominée par des entrepreneurs d'origine extérieure : le Zoulouland est donc loin d'être un territoire « identifié » et « enraciné » uniquement dans les représentations des Zoulous d'origine bantoue. Les populations anglophones et afrikaners se sont appropriées le nom de « Zoulouland » sans chercher à le renommer. Par exemple, depuis la création de Richards Bay, ville nouvelle du littoral du KwaZulu-Natal, le journal local qui paraît à destination des Blancs s'appelle le *Zululand Observer*. Les Blancs de ce Zoulouland ne se considèrent pas « Zoulous » mais « Zouloulanders ». La récente tentative de la part du Roi de pousser le seul référent KwaZulu comme nom unique de la province doit s'interpréter comme une utilisation de la dynamique et du slogan de Renaissance africaine au profit de la promotion d'une entité politique tribale marginale mais à la forte portée symbolique. Elle doit aussi être resituée dans le contexte de perte de vitesse de la formation politique nationaliste (l'IFP) et de remarginalisation économique des régions zouloues marquées notamment par la perte du statut de co-capitale provinciale pour Ulundi. La captation toponymique serait alors un moyen de s'approprier la centralité provinciale à défaut de l'avoir diffusée et partagée.

Ainsi, le Zululand et sa géométrie variable dit l'ensemble des imbrications toponymiques sud-africaines entre identitaire, mémoriel, marketing et territorial.

Références

Allanic B. (2002) «Living in the country - from dumping grounds to attractive residential settlements » in *Recompositions territoriales, confronter et innover*, Actes des rencontres

²⁴ E. Jenkins (2003), montre que l'Autorité Touristique du KwaZulu-Natal (KZNTA) promeut ce genre de projet fédérateur. « Orli Bass [from the KZNTA] paraphrases a spokesperson as saying, 'English speakers, Afrikaners, Coloureds, Indians and Zulus are all seen by the KZNTA to inhabit the same vibrant cultural space of the "Kingdom of the Zulu", so that "Zulu" does not necessarily refer to a particular people or culture'. This is the ideal that government seeks, but it may still be feasible only in the fantasy world of advertising copywriters. ».

scientifiques franco-sud africaines de l'innovation territoriale. En ligne : <http://iga.ujf-grenoble.fr/territoires/programmes/Innovation/introduction.htm>.

Antheaume B., Giraut F. (dirs.). (2005). *Le Territoire est mort, Vive les Territoires ! Une (re)fabrication des territoires, Au nom du développement*. Paris : IRD.

Christopher A.J. (1976). *Southern Africa (Studies in historical geography)*. Folkestone : Dawson.

Christopher A.J. (1994). *The Atlas of Apartheid*. London : Routledge.

Coetser A. (2002). « How far back with name changes? » Conference paper presented at the 12th International Conference of the Names Society of Southern Africa, Bloemfontein. 17 – 21 July 2002.

Coetzee J.M. (1988). *White Writing: on the Culture of Letters in South Africa*. New Haven : Yale University Press.

Crouzel, I. (2000). « La 'Renaissance africaine' un discours sud-africain? ». *Politique Africaine* (77), pp. 171-182.

Coombes. A.E. (2004). *Visual culture and public memory in a democratic South Africa*. Johannesburg : Wits University Press.

Darbon D. (1995). *Ethnicité et nation en Afrique du Sud. Imageries identitaires et enjeux sociaux*. Paris : Karthala-MSHA.

de Klerk, V. (2002). "Changing names in the "new" South Africa: A diachronic survey". *Names*, 50(3), pp 201- 221.

Fauvelle-Aymar F.-X. (2006). *Histoire de l'Afrique du Sud*, Paris: Seuil.

Flowerdew, R. and Martin, D. (eds.), (2005). *Methods in human geography*. (2nd ed.). Harlow : Pearson.

Fauvelle-Aymar F.-X., Chrétien J.-P., Perrot C.-H. (2000). *Afrocentrismes, L'histoire des Africains entre Egypte et Amérique*. Paris : Karthala.

Freund B. (2007). *The African city in History*. Cambridge : Cambridge University Press.

Gervais-Lambony M.-A. (1996). « Découpage régional, pouvoirs provinciaux, pouvoir central ». *Hérodote*, 82, pp. 61-78.

Gervais-Lambony P. (1998). « Espaces et identités en Afrique du Sud : deux reconstructions parallèles ou interdépendantes ? ». *Géographie et Culture*, 28, pp. 3-14.

Gervais-Lambony P. (1999). « Nouvelle Afrique du Sud, nouveaux territoires, nouvelles identités ? ». *Espace Géographique*, 2, pp. 99-109.

Gervais-Lambony, P. (2002). « Les enjeux d'une politique de redéfinition territoriale: la création de l'aire métropolitaine d'Ekurhuleni (Afrique du Sud) ». *Autrepart*, 21, pp. 27-41.

Giraut F. (2005). *Fabriquer des territoires. Utopies, modèles et projets*. HDR Université de Panthéon-Sorbonne.

Giraut F. (éd.), (2006). *Etude comparée des politiques d'aménagement du territoire et de développement régional dans les pays du sud*, Paris: DGCID (Coll études), 133 p. En ligne: <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Pubb.pdf>.

Giraut F., Guyot S., Houssay-Holzschuch M. (2005). « La Nature, les territoires et le politique en Afrique du Sud ». *Annales. Histoire, Sciences sociales*, juillet-août, n°4, pp. 695-717.

Giraut F., Maharaj B. (2003). "Contested terrains. Cities and towns in post-apartheid boundaries delimitations". *Geojournal* 57(1/2), pp. 15-27.

Giraut F. & Vacchiani-Marcuzzo C. (2008), *DYSTURB, Dynamics of South-African territories and urbanization*. Paris : IRD Edition (coll Atlas numérique).

Goleen N.C.P. (1993) « Names and Society: The rise of Some South African place names ». *Nomina Africana*, 7(1&2), p. 87-95.

Graaf J.F. de V. (1987). « The present state of urbanisation in the South African Homelands : rethinking the concepts and predicting the future ». *Development Southern Africa*, 4(1), pp. 46-66.

Guillaume Ph. (2001). *Johannesburg, Géographies de l'exclusion*. Paris : Karthala.

Guillourel H. (2003). « Toponymie et politique : l'exemple de l'Afrique du Sud. » Conference paper presented at the 19th international conference of AFSP, Durban.

Guyot S. (2006a). *Rivages Zoulous : l'environnement au service du politique en Afrique du Sud*. Paris : Karthala/IRD.

Guyot S. (2006b). « Le nouvel ordre territorial sud-africain », *Études*, n°4053, pp. 165-177.

Guyot S., Seethal C. (2007). « Identity of place, places of identities: Change of Place names in Post-Apartheid South Africa », *South African Geographical Journal*, vol. 89, n°1, pp. 55-63.

Guyot S., Gebrati F., Seethal C., Giraut F., Antheaume B. (2005). « The question of the change of place names in post-apartheid South Africa. » Conference paper presented at the SSAG Conference, Cape Town, 7 –9 September 2005.

Hirschman A. O. (1991). *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*. Paris : Fayard.

Hoggart, K., Lees, L., Davies, A. (2002). *Researching human geography*. London : Arnold.

Houssay-Holzschuch M. (1999). *Le Cap, ville sud-africaine. Ville blanche, vies noires*. Paris : L'Harmattan.

Houssay-Holzschuch M. (1996). *Mythologies territoriales en Afrique du Sud, un essai de géographie culturelle*. Paris : Éditions du CNRS.

Houssay-Holzschuch M., Vacchiani-Marcuzzo C. (2006). « Un morceau de territoire en quête de référence : le centre commercial dans les aires métropolitaines en Afrique du Sud ». Communication aux Premières rencontres internationales *Les Territoires à l'épreuve : décentralisation et dévolutions*, Réseau CORUS « Les recompositions territoriales et leurs référents », Marrakech, 9-11 novembre.

HRC (Human Rights Commission) (1992). *The two South Africas. A people's geography*. Johannesburg : HRC.

Jacobs, J.M. (2002). « (Post)Colonial spaces. » In M. Dear & S. Flusty (Eds.) *The spaces of postmodernity – Readings in human geography*, Maiden (Mass.) : Blackwell, pp. 192-199.

Jenkins E.R. (1993). « The Names of informal settlements ». *Nomina Africana*, 6(2), pp. 21-27.

Jenkins, E. (2004). *Symbols of nationhood. Presidential address*, Braamfontein, Johannesburg : South African Institute of Race Relations.

Jenkins E.R., Raper P.E., Möller L.A. (1996). *Changing Place Names*, Durban : Durban Indicator Press.

Khosa M.M., Muthien Y.G. (eds.) (1998). *Regionalism in the new South Africa*. Pretoria: Ashgate Publishing Cy.

Limb, M., Dwyer, C. (eds.). (2001). *Qualitative methods for geographers – Issues and debates*. London : Arnold.

Maharaj B., Narsiah S. (2005). “La nouvelle géographie régionale de l'Afrique du Sud post-apartheid” in *Le territoire est mort, Vive les territoires !*, B. Antheaume & F. Giraut (eds.), Paris: IRD Editions, pp. 79-107.

Mamdani, M. (1996). *Citizen and Subject. Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton : Princeton University Press.

Meillassoux C., Messiant C. (dirs.) (1991). *Génie social et manipulations culturelles en Afrique du Sud*. Paris : Arcantère.

Mesthrie R. (dir.) (2002). *Language in South Africa*. Cambridge : Cambridge University Press.

Moller, L. A. (1995). « Criteria for proposed names changes ». *Nomina Africana*, 9(1), pp. 86-106.

Ormeling, F. (1997). « Cartographic problems in a multilingual society: Mapping the new South Africa's

Placenames ». *Nomina Africana*, 11(1), pp. 37-49.

Paton A. (1950 [1948]). *Pleure, O mon Pays bien Aimé*. Paris, Albin Michel.

Polunic J. (1998). « Kwazulu, Natal, Kwazulu-Natal : identités ou identité d'une nouvelle province sud-africaine ? ». *Géographie et Culture*, 28, pp. 15-29.

Raper P.E. (2004 [1987]). *A Dictionary of Southern African Place Names*. Second edition, Johannesburg : Jonathan Ball Publishers.

Rey-Soulingeas B. (2001), *La redéfinition des interfaces des parcs naturels au KwaZulu-Natal, Afrique du Sud*, Mémoire de Maîtrise, Université de Grenoble I.

Samarbakhsh-Liberge L. (2000). « L'African Renaissance. De l'utilité ou de l'utilisation de l'histoire », in Fauvelle-Aymar F.-X., Chrétien J.-P., Perrot C.-H., *Afrocentrismes, L'histoire des Africains entre Egypte et Amérique*. Paris : Karthala, pp. 121-129.

Schmidt B. (1996). *Creating order. Culture as Politics in 19th and 20th Century South Africa*. Nijmegen : University of Nijmegen.

Stickler P.J. (1990). "Invisible towns: a case study in the Cartography of South Africa", *GeoJournal* vol. 22, n°3, pp. 329-333.

Vacchiani-Marcuzzo C. (2005). *Mondialisation et système de villes : les entreprises étrangères et l'évolution des agglomérations sud-africaines*. Université de Paris I, Thèse de géographie.